

CONSEIL MUNICIPAL

Mardi 3 mars 2026

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Paul Euzière

Conseiller municipal

Président du groupe

« *Grasse à Tous-Ensemble et Autrement* »

Nous avons pris connaissance de ce Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2026. Nous en mesurons la technicité et l'ampleur du travail fourni par les services.

Nous partageons certains constats ; mais évidemment pas la logique et certains choix contestables.

Un budget n'est pas un simple exercice comptable. C'est un acte politique. Il révèle les priorités, voire des choix de société, la vision que nous avons les uns et les autres de l'intérêt général.

Et de ce point de vue, ce rapport nous laisse sur notre faim, et même, sur certains points, profondément insatisfaits.

Nous nous réjouissons que la Ville ait assaini sa dette. C'est une bonne chose.

Mais deux observations :

La dette globale nette du Budget Principal était en 2014 de 89,41 millions €.

Elle sera fin 2025 de 71,32 millions €.

Donc 18 millions de moins. Très bien.

Mais, nous vous avons fait remarquer lors du dernier conseil municipal (16 décembre 2025) que vous avez souscrit plusieurs contrats de prêts supplémentaires, dans la dernière période, pour un montant de 15,5 millions €.

Ce qui vient s'ajouter à l'endettement.

D'autre part, si le Budget principal marque une baisse de l'endettement, les budgets annexes (Régie des parkings et Crématorium, par exemple) voient, de leur côté, leur endettement augmenter considérablement.

Enfin, on peut se poser la question : à quoi sert ce désendettement du Budget principal, si c'est pour maintenir une Epargne nette négative jusqu'en 2029 ?

Concrètement, cela signifie que nous n'avons pas assez de ressources propres pour financer nos

investissements et que nous continuons à emprunter pour boucler les fins de mois de l'Investissement.

La vertu comptable ne doit pas masquer une fragilité réelle.

Par ailleurs, cette rigueur repose en grande partie sur une compression des dépenses de fonctionnement, donc, qu'on le veuille ou pas, une compression des dépenses du service public rendu aux Grassois.

La maîtrise des coûts est nécessaire, elle ne doit pas devenir une fin en soi.

Où est passé le débat sur la qualité du service public ?

Sur les conditions de travail des agents ?

Le rapport nous dit que les effectifs baissent, que les dépenses de personnel sont « contraintes ».

Mais à quel moment interrogeons-nous les besoins réels de la population ?

À quel moment évaluons-nous la charge de travail des agents qui restent ?

On ne peut pas se satisfaire d'une gestion qui « rationalise » les effectifs, sans se demander si le service rendu aux habitants s'en trouve dégradé.

Le rapport le dit lui-même : nos taux d'imposition sont parmi les plus bas de la strate.

Depuis 2009, pas d'augmentation.

C'est présenté comme un choix de « modération ». Mais modération pour qui ?

Pour **les propriétaires de résidences secondaires**, alors que la Ville pourrait, comme 40% des communes éligibles, majorer la taxe jusqu'à 60% et qu'elle se contente de 20% ?

Pour les grandes surfaces commerciales ?

Pendant ce temps, les produits des services (cantines, crèches, activités périscolaires) sont très inférieurs à la moyenne nationale.

Cela signifie que les familles modestes paient, proportionnellement, le même poids que les plus favorisées, sans que la collectivité ne joue son rôle de péréquation sociale.

Refuser d'augmenter les taux, c'est un choix. Mais c'est aussi renoncer à une recette qui permettrait d'investir massivement dans la transition écologique, dans les écoles, dans le logement social, sans aggraver les inégalités.

Gérer dans l'intérêt de tous, ce n'est pas la fiscalité basse pour tous, **c'est une fiscalité juste**, progressive, qui fait contribuer ceux qui ont le plus –notamment les propriétaires de résidences secondaires- pour financer des services publics de qualité pour tous.

**Le Rapport comporte un chapitre sur « l'urgence climatique »
Les constats sont justes : canicules, sécheresses, effondrement de la biodiversité.
Mais que propose-t-on réellement ?**

- La rénovation énergétique des bâtiments ? On est très loin du compte !
- Le photovoltaïque ? Quelques ombrières au parking relai du Stade Jean Girard, quelques panneaux. C'est bien, mais c'est anecdotique au regard des besoins.
- La végétalisation ? On en parle, mais combien d'arbres plantés ? Combien de cours d'école désimperméabilisées ? Où est le grand plan de renaturation ?

Pire : le rapport annonce une baisse drastique du « Fonds vert », mais il ne propose aucune mesure compensatoire locale.

L'écologie, ce n'est pas un supplément d'âme. C'est un pilier de l'action publique.
Et en la matière, nous avons le sentiment de faire du saupoudrage, quand il faudrait un plan Marshall de la transition.

Le CCAS voit sa subvention baisser.

On nous explique que c'est grâce aux économies réalisées.

Mais est-ce vraiment une bonne nouvelle ?

Cela signifie-t-il que les besoins sociaux diminuent ? Non, bien sûr que non.

Les associations d'aide alimentaire sont saturées.

Les travailleurs sociaux sont débordés.

La prétendue « optimisation » cache peut-être un recul de l'accompagnement social.

Nous ne refusons pas la rigueur. Nous refusons la rigueur injuste.

Nous sommes pour une sobriété comprise et partagée.

Nous proposons trois axes pour un budget répondant aux urgences sociales et écologiques :

1. Réviser notre fiscalité : majorer à 60% la taxe sur les résidences secondaires.

Les recettes supplémentaires seront fléchées vers un fonds d'investissement écologique et social.

2. Lancer un véritable plan de transition pour relever les défis du changement climatique :

1 million d'euros par an pour la végétalisation des cours d'école, la rénovation thermique des logements indignes, et le soutien à une agriculture de proximité qu'il faut encourager.

3. Garantir la qualité des services publics : stopper la baisse des effectifs là où les besoins sont criants (petite enfance, aide aux personnes âgées, médiation sociale).

Nous voulons un budget qui regarde l'avenir en face, qui prépare Grasse aux défis climatiques et qui ne laisse personne au bord du chemin.

